

# Circulation et transnationalisation de mouvements et idées populistes d'extrême droite dans l'espace baltique : le cas du Parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE)

---

**Katerina KESA**

Maître de conférences

Centre de recherches Europes-Eurasie

INALCO, Université Sorbonne Paris Cité (FR)

[katerinakesa@yahoo.fr](mailto:katerinakesa@yahoo.fr)

## Résumé

Les populistes d'extrême droite ont fait une percée significative depuis quelques années. La montée populiste d'extrême droite s'est faite en parallèle avec l'émergence et l'augmentation de l'activisme civique d'extrême droite sur Internet. Aussi bien en Suède, Finlande, Estonie et Lettonie, les réseaux sociaux ont sans aucun doute contribué à conforter l'attraction des mouvements populistes et d'extrême droite et à leur donner davantage de visibilité. Leur « outil » politique consistant à diffuser des images ou des faits choquants, souvent hors de leur contexte d'origine. La diffusion d'images et de discours à travers les médias et les réseaux sociaux des mouvements d'extrême droite évoquant les violences sexuelles visant les immigrés, cet Autre, en Finlande et en Suède, et la reprise de ceux-ci dans les pays baltes, ne sont que des exemples de la circulation transnationale dans la région baltique. Si les images en question ont été employées par les acteurs ultraconservateurs des pays baltes comme des outils politiques, les cas de la Finlande, et surtout, de la Suède sont présentés par les partis d'extrême droite en Estonie et Lettonie comme un « modèle à ne pas suivre ». En tenant compte de ces facteurs ainsi que des interactions qui sont nombreuses dans l'espace baltique, cet article propose de mettre la lumière sur un aspect plutôt particulier des **mouvements populistes de droite extrême** en mettant l'accent sur leur action transnationale et leurs réseaux dans l'espace baltique. Nous cherchons plus généralement à démontrer comment certaines idées, perceptions et pratiques politiques populistes d'extrême droite sont véhiculées ou servent d'inspiration aux autres.

**Mots-clés** : Espace baltique, circulation de pratiques, transnationalisme, populisme, extrême droite, EKRE.

## Abstract

Populist Far-right movements have gained a lot of support in recent years. Their rise has come along with the emergence and increase of Far-right civic activism on the Internet. In Sweden, Finland, Estonia and Latvia, social networks have undoubtedly contributed to strengthening the appeal of populist Far-right movements, and has thus given them more visibility. Their political “tool” is to disseminate shocking images or facts, often taken out of their original context. The dissemination of images and news through the media and social networks of Far-right movements against immigrants, the Other, in Finland and Sweden, together with their embracing in the Baltic countries are just examples of transnational circulation in the Baltic Sea region. While these images were used by ultraconservative actors in the Baltic States as political tools, the cases of Finland and especially of Sweden are portrayed by extreme right parties in Estonia and Latvia as “models not to follow.” Considering these factors, as well as the interactions which are numerous in the Baltic space, this article sheds light on a rather particular aspect of **extreme right-wing populist movements** by focusing on their transnational action and their networks in the Baltic space. By exploring the case of the Estonian Conservative Party (EKRE), this paper more generally seeks to demonstrate how certain far-right populist political ideas, perceptions and practices are conveyed or serve as an inspiration for others.

**Keywords**: Baltic Sea region, circulation of practices, transnationalism, populism, Far-right, EKRE.

<b>1. Introduction</b>	<b>180</b>
1.1 Émergence de l'activisme civique d'extrême droite sur Internet	183
1.2 Objet de recherche	184
<b>2. Genèse et mise en perspective de EKRE dans la région nordique-baltique</b>	<b>186</b>
2.1 L'arrivée de EKRE sur la scène politique estonienne : un tournant ?	186
2.2 Partis d'extrême droite dans l'espace baltique : différences dans le fonctionnement, les pratiques et les discours	189
2.3 Points communs sur les questions nationales et orientations de la politique étrangère	191
<b>3. Coopération transnationale, circulation d'idées, de pratiques, et de réseaux</b>	<b>193</b>
3.1 L'espace baltique comme lieu de circulation et d'échanges	193
3.2 Circulation via les réseaux formels et informels	195
3.2.1 Partis et mouvements populistes d'extrême droite : liens et coopération	
3.2.2 Réseaux d'organisations d'extrême droite dans l'espace baltique	
3.3 Circulation via des références discursives (le cas de EKRE)	200
3.3.1 Stratégies de communication et action transnationale	
3.3.2 Perception de la situation de l'accueil des réfugiés en Finlande et en Suède	
3.3.3 Les cas suédois et finlandais comme <i>role model</i> pour consolider les positions de EKRE	
<b>Conclusion</b>	<b>204</b>
Références bibliographiques	206-208

# Circulation et transnationalisation de mouvements et idées populistes d'extrême droite dans l'espace baltique : le cas du Parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE)

## 1. Introduction

Dans les pays de l'espace baltique comme ailleurs en Europe, les formations populistes d'extrême droite sont passées ces dernières années « from the margins to the mainstream » du paysage politique (Mudde 2013, 2) en obtenant des scores électoraux sans précédent en Suède, Finlande, Danemark, Estonie et Lettonie<sup>1</sup>. En nous inspirant de la définition du politiste Cas Mudde, le « populisme d'extrême droite » se réfère ici à la combinaison d'au moins trois caractéristiques : « le nativisme », « l'autoritarisme » et « le populisme <sup>2</sup> ». La notion de populisme est définie, toujours selon ce même auteur, comme une idéologie qui considère la société comme étant divisée en deux groupes homogènes et antagonistes : un « peuple pur » *versus* une « élite corrompue » (Mudde 2004). Les politiques populistes de la droite radicale proclament être la *vox populi*, en accusant les partis politiques bien établis d'être le frein à l'opposition (Mudde 2013, 1–19). La notion de populisme étant en outre un concept flou et polysémique, il est difficile de définir la catégorie « populiste » sur l'échiquier politique traditionnel, car celle-ci rend compte d'un dépassement de l'opposition gauche/droite. Le fonctionnement et les pratiques politiques dites populistes peuvent, selon le politologue Stéphane François, varier en fonction de l'expérience ou la tradition étatique d'un pays : le populisme renvoie à des « contenus différents et son expression semble être liée à l'histoire du pays dans lequel il se développe » (François 2018). N'étant ni une idéologie, ni une doctrine, le populisme est, selon le politiste Bertrand Badie,

1 Lors des dernières élections législatives, les partis populistes d'extrême droite ont obtenu les scores électoraux suivants : Démocrates de Suède (SD) 17,5% aux élections législatives en septembre 2018, le parti Vrais Finlandais 17,7% aux législatives en Finlande en avril 2019, le parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE) 17,8% aux législatives en Estonie en mars 2019, Alliance Nationale 11% aux législatives en Lettonie en octobre 2018 (en sachant que lors de ces élections, d'autres partis populistes ou ultranationalistes sont arrivés en tête : le parti populistes KPV LV avec 14,25% des voix et le nouveau parti conservateur letton avec 13,6% des voix). Au Danemark, en revanche, le parti populaire danois, parti populiste d'extrême droite a reculé lors des élections législatives de juin 2019 en perdant avec seulement 8,7% des voix au parti libéral (23,39%) et au parti social-démocrate 25,93% (ce qui pourrait signifier un assouplissement des politiques envers les migrants, menées par les partis de droite).

2 Le nativisme allie nationalisme et xénophobie à une idéologie qui stipule que les États devraient être peuplés exclusivement par les membres de leur groupe « natif », c'est-à-dire leurs membres nationaux. En revanche, les éléments non-nationaux sont fondamentalement dangereux pour un État nation homogène (Mudde 2007, 4). L'autoritarisme quant à lui fait référence, selon Cas Mudde, à la croyance dans une société fortement ordonnée dans laquelle la désobéissance à l'autorité doit être sévèrement punie. L'autoritarisme se traduit ainsi en des politiques de droit et d'ordre strictes.

d'avantage un « contexte politique conduisant à certaines pratiques politiques et renvoyant le plus souvent à une crise de confiance entre les gouvernés et leurs institutions » (Badie et Vidal 2018).

Ce sont différents types de pratiques politiques populistes, à savoir l'opposition systématique entre le peuple et l'élite politique ou les institutions (nationales ou européennes), le culte du leader ou la personnalisation du pouvoir (Bickerton 2020, 61– 62), mais également le recours à des slogans et images xénophobes (incitation à la haine de l'étranger, discours raciste), qui nous conduisent à qualifier certaines formations politiques de l'espace baltique de types « populistes d'extrême droite ». Peuvent ainsi être désignés les Démocrates de Suède (DS), les Vrais Finlandais (VF), EKRE en Estonie ainsi que, dans une moindre mesure, l'Alliance nationale (AN) en Lettonie.

Ces partis se sont progressivement établis dans le paysage politique tout en gagnant en légitimité. Leur popularité dans l'espace baltique semble répondre à plusieurs facteurs et contextes sociopolitiques et économiques. Elle est d'une part liée à des sentiments de frustration provoqués par les conséquences de certains aspects de la mondialisation comme les inégalités socioéconomiques ou régionales (particulièrement fortes en Estonie et en Lettonie). D'autre part, la crise économique de 2008<sup>3</sup> et la période d'incertitudes qui s'en est suivie ont accentué des frustrations déjà présentes. La crise de la zone euro et la nécessité de contribuer à aider les pays européens du Sud, ont sans doute aggravé le sentiment d'injustice ressenti par certaines couches de la population de la région. « Cette décennie perdue », comme on la qualifie parfois en Finlande<sup>4</sup>, fut bénéfique au parti Vrais Finlandais. Selon le politologue Anders Widfeldt, en Finlande, la poussée subite du soutien pour cette formation s'explique en partie par son rejet au plan de sauvetage financier de l'Union européenne (Widfeldt 2018, 15).

Un autre facteur majeur ayant contribué au succès des partis d'extrême droite dans la région constitue leur opposition à l'immigration, associée aux craintes et dangers issus de la criminalité, mais aussi à l'impact de l'immigration sur le système de protection sociale (Widfeldt 2018, 14). Cette opposition s'est renforcée

---

<sup>3</sup> Dans le contexte de la crise économique et financière de 2008–2009, le gouvernement letton face à la quasi faillite de l'économie lettone (et sous la pression du FMI et de l'UE) a mis en place une politique d'austérité sans précédent se traduisant par des réductions drastiques des dépenses publiques, la réduction des salaires, des retraites, des prestations sociales et une augmentation de la fiscalité. En Estonie, le revers des politiques libérales a comme conséquence des déséquilibres sociaux importants entre une classe moyenne dynamique et les laissés-pour-compte de la transition libérale. En 2009, au moment de la crise économique, le taux de chômage en Estonie est passé à 14,6%. (Radvani (dir.) 2011, 22–24, 34–36).

<sup>4</sup> Entretien avec Heikki Aitokoski, journaliste finlandais spécialiste des nouvelles internationales pour le quotidien finlandais *Helsingin Sanomat* depuis 1995. Helsinki, le 23 janvier 2019.

en particulier dans le contexte de la crise liée à l'accueil des migrants en Europe de 2015–2016 puisque pour ces pays, à l'exception de la Suède, l'accueil des migrants est un phénomène relativement nouveau. On a vu alors les partis d'extrême droite de la région, opposés à toute idée de multiculturalisme, chercher à changer de manière drastique le discours public et les débats autour de l'immigration (Widfeldt 2018, 2, 7). Dans cette logique, le parti Démocrates de Suède s'est quasi exclusivement appuyé sur un agenda anti-immigration (Widfeldt 2018, 6). En Estonie et Lettonie, même si le flux d'immigrés dans ces pays ne représentait qu'une infime partie de la totalité des immigrés arrivés dans le Nord ou ailleurs en Europe<sup>5</sup>, les acteurs politiques populistes d'extrême droite des pays baltes ont fait campagne contre les politiques européennes visant à instaurer des quotas de réfugiés par pays. Dans leur discours, ils ont fait référence aux cas suédois, finlandais ou encore allemand de l'accueil des réfugiés qu'ils estimaient comme étant trop généreux.

On a alors pu observer la manifestation, par une partie de la population nordique et baltique d'un rejet de l'« Autre »/l'Étranger et une méfiance croissante à l'égard des institutions et élites (nationales et européennes)<sup>6</sup>. Selon une enquête du Parlement européen du printemps 2016, l'immigration était perçue négativement par 86%, 77%, 72%, 63% et 57% des personnes sondées respectivement en Lettonie, Estonie, Lituanie, Danemark et Finlande<sup>7</sup>. Enfin, la personnalité des dirigeants des partis populistes d'extrême droite – joviale pour le Finlandais Timo Soini ou simpliste, charismatique et autoritaire pour le Suédois Jimmie Åkesson ou encore l'estonien Mart Helme –, leur façon de communiquer des idées de manière simple, a également joué un rôle déterminant dans leur succès auprès de certains électeurs (Widfeldt 2018, 15). Le contexte de la crise économique ou la « crise des migrants » a servi aux politiques populistes d'extrême droite de prisme pour aborder des situations complexes avec des messages simples<sup>8</sup>. En profitant ainsi de la déception des populations envers les partis bien établis, les populistes répondaient, selon Niko Hatakka, à un ensemble de griefs en misant sur la différenciation entre le « peuple » et l'« élite » (Hatakka 2016, 1).

---

<sup>5</sup> Selon les données du Parlement européen (2018), en 2016, il y a eu 175 demandeurs d'asile en Estonie, 350 en Lettonie et 430 en Lituanie comparés à 5 605 en Finlande, 6 180 au Danemark et 28 790 en Suède.

<sup>6</sup> Le sondage de l'Eurobaromètre (2019) montre que seulement 30% des Estoniens et Lettons estimaient que leur voix comptait dans l'Union européenne (UE), cela à l'inverse des Suédois, Danois et Finlandais dont 86%, 81% et 67% pensent que leur voix comptait au sein de l'UE.

<sup>7</sup> Cette enquête du Parlement européen (printemps 2016), montrait que l'immigration de personnes venant de pays hors UE évoquait un sentiment négatif au sein de la majorité de la population et cela, quasiment dans tous les États de l'UE. Elle n'était vue positivement que dans quatre pays européens avec la Suède en tête (62%), suivie du Luxembourg (53%), de l'Irlande (53%) et de l'Espagne (50%).

<sup>8</sup> Entretien avec Heikki Aitokoski, *op.cit.* Helsinki, le 23 janvier 2019.

## 1.1 Émergence de l'activisme civique d'extrême droite sur Internet

La montée populiste d'extrême droite dans l'espace baltique s'est faite en parallèle avec l'émergence et l'augmentation de l'activisme civique d'extrême droite sur Internet avec, notamment, la création de différentes plateformes, telles *Avpixlat*<sup>9</sup> en Suède ou *Hommaforum*<sup>10</sup> en Finlande (Hatakka 2016, 2). En effet, tant en Suède ou en Finlande qu'en Estonie ou en Lettonie, les réseaux sociaux ont très certainement contribué à conforter l'attraction des mouvements populistes d'extrême droite et à leur donner davantage de visibilité.

Leur « outil » ou moyen politique consistant à diffuser des images ou des faits choquants, souvent hors de leur contexte d'origine. Visant les immigrés, ces images, vidéos ou informations diffusées au travers des médias et des réseaux sociaux des mouvements d'extrême droite, évoquaient la violence, y compris la violence sexuelle. À titre d'exemple, un scandale lié à des viols d'enfants à Oulu, au nord-est de la Finlande en décembre 2018, qui a été largement répercuté par les médias, mais surtout utilisé par le parti anti-immigration Vrais Finlandais comme un levier politique lors de la campagne électorale, avait provoqué en hiver 2018–2019 une vague de rejet contre les immigrés en Finlande. D'après un article du site *Foreigner.fi* du 18 février 2019, à cette occasion, un groupe d'extrême droite, la patrouille anti-migrants et suprématiste blanc, Soldats d'Odin [Soldiers of Odin]<sup>11</sup>, a publié une vidéo xénophobe annonçant la « “chasse” aux violeurs ». Une très grande attention des médias sur cette affaire de viols a eu comme effet de mettre la question de l'immigration en Finlande au cœur des débats électoraux des législatives d'avril 2019<sup>12</sup>.

---

<sup>9</sup> Selon Antoine Jacob, journaliste et spécialiste des pays nordiques, *Avpixlat* est un site ouvertement antimusulman et proche des Démocrates de Suède (financé un temps par un de ses députés les plus radicaux, Kent Ekeröth). Il a changé de nom et de site et s'appelle désormais *Samhällstnytt* (Nouvelles de la société), mais le responsable de la publication reste le même, Mats Degerlind, un ancien du journal officiel des SD.

<sup>10</sup> Selon Niko Hatakka, le parti Vrais Finlandais coopère avec *Hommaforum*, à savoir un site Internet et une plateforme de discussions sur les problèmes liés à la politique d'immigration et du multiculturalisme, un plaidoyer anti-immigration en ligne.

<sup>11</sup> Mattias Ekman a écrit sur la mobilisation du groupe des « Soldats d'Odin » à travers les réseaux sociaux : voir Ekman 2018, 1–11.

<sup>12</sup> Entretiens avec Heikki Aittokoski, *op. cit.*, Matti Virtanen, ancien journaliste finlandais pour la Radio et Télédiffusion nationale Yle, et Simo Alastalo, rédacteur politique pour le site *Demokraatti.fi*. Helsinki, janvier 2019.

## 1.2 Objet de recherche

En partant d'un double constat – la montée des formations populistes d'extrême droite dans plusieurs pays de la région nordique-baltique et l'émergence de leur activisme sur Internet –, cet article propose de mettre en lumière un aspect particulier des mouvements populistes d'extrême droite dans l'espace baltique : leur action transnationale ou le caractère transnational de leurs activités. Il sera ainsi question de souligner d'un côté la circulation d'images, de discours et de pratiques politiques visant les immigrés et d'explorer, de l'autre, la coopération transnationale et l'existence de réseaux informels dans l'espace baltique. Nous entendons par « réseaux » ce qui relie des acteurs sociaux individuels ou collectifs (Lemieux 1999, 3). Ici, il s'agit des acteurs civiques ou des individus issus de partis politiques adhérant aux idées xénophobes ultranationalistes et se retrouvant dans différents mouvements, groupes ou événements.

Nous chercherons à démontrer que la montée des mouvements populistes d'extrême droite de même que leur activisme civique sur Internet, se sont accompagnés de la transnationalisation de leurs réseaux, de la circulation de leurs idées et pratiques dans l'espace nordique-baltique. Cette transnationalisation a été largement facilitée par Internet. Dans une logique de circulation transnationale dans la région nordique-baltique, nous verrons ainsi que les images et discours xénophobes véhiculés en Finlande et en Suède à l'égard des immigrés ont eu une portée régionale en ce qu'ils ont parfois été repris dans les pays baltes. La situation dans les pays du Nord ayant ainsi, nous le verrons, une influence indirecte sur les voisins orientaux de la Baltique. Si ces images et discours ont servi, pour les acteurs ultraconservateurs des pays baltes, d'outils politiques, le cas de l'accueil des réfugiés en Finlande, et surtout en Suède, est présenté par les partis populistes ultra-nationalistes en Estonie et Lettonie comme un modèle « à ne pas suivre ». Outre la circulation d'images et de discours concernant les réfugiés, nous verrons que ce sont aussi certaines pratiques qui circulent ou sont adoptées comme cela fut le cas de la patrouille anti-migrants. Dans ce contexte, nous soulignerons qu'il y a des limites à la coopération transnationale entre acteurs conservateurs (ou ultra-conservateurs) et que les liens officiels entre ces acteurs et formations populistes d'extrême droite ne sont ni évidents ni clairs. Cela n'empêche, nous le verrons, qu'il y ait de nombreux exemples de coopération entre réseaux, mouvements informels et acteurs nordiques et baltiques de ce type, ce qui suggère la présence de relations et de passerelles entre eux, aussi bien sur le plan régional que national .

Afin de délimiter notre cas d'étude, nous nous intéresserons avant tout aux pratiques et idées du parti populiste d'extrême droite estonien [Eesti Konservatiivne Rahvaerakond, EKRE]. Nous nous concentrerons en particulier sur les interactions et la circulation de réseaux, de discours et de pratiques au sein de l'espace baltique. Seront ainsi étudiés en priorité deux pays du sud de la Baltique, à savoir l'Estonie et la Lettonie (pays ex-soviétiques avec une expérience de démocratisation et d'européanisation récente) et deux États riverains du nord de la Baltique, la Finlande et la Suède (avec une tradition démocratique plus solide et ancienne). Cette recherche se base sur une trentaine d'entretiens effectués durant l'année 2019 avec des chercheurs (politologues, spécialistes des médias, sociologues, historiens), des experts et journalistes spécialisés indirectement ou directement dans les mouvements d'extrême droite en Estonie, Suède, Finlande et Lettonie. Le but étant notamment de croiser les informations de première main dont nous disposons sur le cas estonien (programme, médias, discours...) avec celles ayant trait à la Lettonie, la Finlande et la Suède.

Cet article s'articulera en deux temps. Dans un premier temps, nous nous intéresserons à la genèse du Parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE) et à sa mise en perspective par une comparaison avec les structures similaires dans la région baltique. Il sera notamment question de relever certaines caractéristiques qui unissent ou qui distinguent les partis populistes d'extrême droite estonien, letton, finlandais et suédois. Cela nous permettra de mieux comprendre les logiques qui conduisent (ou pas) ces partis vers une coopération transnationale. Dans un second temps, nous analyserons les circulations transnationales des pratiques et idées d'extrême droite : après une rapide mise en perspective historique des circulations, nous nous intéresserons aux circulations et coopérations transnationales via des réseaux formels et informels, ainsi qu'à la circulation transnationale des discours dans la région à partir du cas du parti estonien EKRE.



## **2. Genèse et mise en perspective de EKRE avec des structures similaires dans la région nordique-baltique**

### **2.1 L'arrivée du Parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE) sur la scène politique estonienne : un tournant ?**

Le succès, ces dernières années, du Parti populaire conservateur d'Estonie, EKRE [Eesti Konservatiivne Rahvaerakond] constitue l'un des exemples de la consolidation d'une formation populiste d'extrême droite dans le paysage politique et de la cristallisation d'identités dans l'espace baltique. Son arrivée sur la scène politique en 2012 et à la coalition gouvernementale en 2019 instaure une nouvelle ère dans la politique estonienne : le populisme d'extrême droite est une force politique avec laquelle les autres partis devaient désormais composer. Son entrée au gouvernement a non seulement eu comme conséquence un plus grand repli (sur soi) en Estonie, mais a aussi contribué à modifier quelque peu les clivages traditionnels dans le pays, tout en marquant un tournant dans l'image de l'Estonie : d'un pays réputé *start-up* et miracle économique, l'Estonie est présentée comme un État populiste de droite radicale. Selon les chercheurs Andres Kasekamp et Daunis Auers, s'il n'y avait pas jusqu'à tardivement de parti ultra nationaliste comme EKRE en Estonie, c'est parce que les partis dominants *mainstream* incorporaient déjà une dimension nationaliste dans leur programmes (Auers and Kasekamp 2009).

EKRE a émergé en 2012, dans le contexte de l'après crise économique, en réponse à un certain « vide » politique laissé par la disparition du parti Union populaire estonienne [Rahvaliid] en 2011. Ce dernier incarnait la voix d'un électorat traditionnellement plus conservateur qui avait davantage perdu que gagné des réformes ultra-libérales menées en Estonie depuis les années 1990 en termes de pouvoir d'achat ou de protection sociale<sup>13</sup>. C'est véritablement en 2014 que EKRE commence à gagner de la popularité en représentant la voie ultra-conservatrice dans le clivage qui opposait la société estonienne, entre les « pour » et les « contre » le projet de loi controversé autorisant l'union civile entre les couples hétérosexuels et homosexuels<sup>14</sup>. La popularité de EKRE s'est amplifiée dans le contexte de la crise migratoire en passant de 3% en avril 2014, à 8% en 2015 et

---

<sup>13</sup> Discussion avec Mari-Liis Jakobson, Maître de conférences en sociologie politique à l'Université de Tallinn, le 30 avril 2019, à Tallinn, et avec Tõnis Saarts, Maître de conférences en politique comparée à l'Université de Tallinn par Skype, le 17 juin 2019.

<sup>14</sup> Malgré une forte opposition, la loi sur l'Union civile est adoptée en 2014. L'Estonie est ainsi devenue la première ex-République soviétique à adopter une telle loi.

à 13% en 2016<sup>15</sup>. Ces deux moments de rupture – les débats sur l'union civile et ceux au sujet de l'accueil des migrants – ont fortement divisé la société estonienne et révélé un nouveau type de clivage : entre les valeurs libérales, européennes et progressistes, d'un côté, et les valeurs conservatrices et traditionnelles, de l'autre. Il faut dire que jusqu'en 2014, le véritable clivage qui existait était une opposition relativement claire entre partis pro-estoniens et pro-russes. Il s'agissait donc essentiellement d'un clivage sur une base nationale<sup>16</sup>. L'opposition traditionnelle entre pro-estoniens et pro-russes (ou pro-russophones) n'est plus tellement visible puisque les deux communautés peuvent potentiellement se retrouver aussi bien chez les progressistes que chez les conservateurs. Les russophones sont en outre loin de représenter aujourd'hui une communauté homogène (Bronnikova et Kesa 2019). Selon le politologue Siim Trumm, EKRE se veut un parti « patriotique dont la principale mission est de protéger les valeurs et intérêts estoniens ». Il tire son soutien d'un électorat socialement plus conservateur, avec des conditions d'emploi précaires, qui se méfie de l'élite politique et pour qui l'identité estonienne est la principale façon de s'identifier (Trumm 2018, 3, 5).

Dans son idéologie, EKRE n'est pas très différent d'autres formations de type populiste de la droite radicale ailleurs en Europe. Leur idéologie est, par exemple, basée sur le nativisme (qui se traduit par une attitude anti-russe et anti-refugiés), sur l'euroscpticisme et sur la promotion des valeurs traditionnelles de la famille (Kasekamp et al. 2018, 47–58). Comme d'autres partis populistes de l'extrême droite, EKRE a également une vision anti-libérale de la société, cherchant notamment à limiter les libertés individuelles et mettant l'accent sur les valeurs nationales collectives, couplées à des éléments de populisme dont une rhétorique anti-élite et un appel au « peuple » (Kasekamp et al. 2018, 47–58). Néanmoins, selon M. L. Jakobson, T. Saarts et L. Kalev, certains traits majeurs le distinguent de l'extrême droite en Europe de l'Ouest et permettent de le considérer comme une formation ultranationaliste plutôt « typique » de l'Europe de l'Est, toujours selon les termes des auteurs. Dans cette logique, sont considérés comme « Autres » non seulement les immigrés mais aussi les minorités historiques en Estonie, à savoir

---

<sup>15</sup> Selon un sondage de Kantar TNS Emor (2020), le taux de popularité de EKRE a continué à augmenter : entre 17% et 20% à la veille des élections législatives de mars 2019, il s'élevait à 21% en mars 2020.

<sup>16</sup> Même si le clivage sur la base ethnique relatif à la minorité russophone est moins important en Estonie qu'en Lettonie (le Parti du Centre en Estonie ayant attiré la majorité des votes des russophones a été moins explicitement pro-russophone et pro-Russe que dans le cas des partis en Lettonie), un certain nombre de sujets ont assuré la permanence des questions ethniques (question de la citoyenneté début 1990, débats sur l'apprentissage de la langue dans les écoles secondaires russes, le déplacement du « Soldat de Bronze » en 2007, l'annexion par la Russie de la Crimée en 2014, reconnue par l'ancien chef du parti du Centre, E. Savisaar). Cela a provoqué des frictions entre les partis réputés « pro-estoniens » (*Pro Patria*, parti de réforme...) et ceux promouvant une Estonie davantage multiethnique (parti du Centre, parti des sociaux-démocrates).

les russophones (Jakobson et al. 2020, 24). Par ailleurs, EKRE, comme certains autres partis dans l'est de l'Europe, est eurosceptique sans pour autant promouvoir la sortie de l'UE. En effet, selon la politologue Sofia Vasilopoulou, il existe différents types d'euroscepticisme : celui qui rejette, celui qui est conditionnel et celui qui accepte des compromis. EKRE se positionnerait, d'après le chercheur Louis Wierenga, quelque part entre ces deux catégories (Vasilopoulou 2009 ; Wierenga 2017, 7). En effet, bien que fortement critique, ce parti ne promeut pas ouvertement le retrait de l'Estonie de l'UE mais vise plutôt à donner la possibilité aux Estoniens de décider eux-mêmes de leur avenir au sein de l'UE :

[...] Notre parti n'est pas d'accord pour dire que nous avons abandonné totalement notre souveraineté en 2003 [referendum sur l'adhésion à l'UE en Estonie]. L'Estonie devrait avoir le contrôle sur des décisions ayant un effet à long-terme, telle que la question de la migration. [...] Aucune convention internationale, y compris les accords de base européens, ne pourra obliger l'Estonie à accepter le système de quotas de l'UE<sup>17</sup>.

En termes de nationalisme et d'ultra-nationalisme, EKRE va même plus loin que certains partis populistes d'extrême droite en voulant protéger une Estonie « indigène ». Lors d'une discussion télévisée en 2013 à propos des émeutes ayant lieu en Suède, le fils du chef du parti, Martin Helme, a prononcé une phrase qui reflétait cette orientation xénophobe : « [...] dans notre politique d'immigration, nous devrions avoir une règle simple : si c'est un noir, on lui montre la porte »<sup>18</sup>. Les membres de EKRE sont par ailleurs connus pour avoir joué avec les symboles controversés, dont le signe familial des suprématistes blancs (le cercle avec le pouce et l'index, les trois autres doigts levés) que Mart et Martin Helme (père et fils) ont utilisé le jour de leurs investitures dans leurs fonctions de ministres en avril 2019. Enfin, c'est une formation dans laquelle certains membres pratiquent régulièrement le révisionnisme historique<sup>19</sup> en faisant référence au mouvement d'extrême droite estonien de l'entre-deux-guerres, dont *Vapsid*.

---

<sup>17</sup> Extrait de la prise de parole de Martin Helme, député parlementaire de EKRE devant le Parlement estonien [Riigikogu], le 27 septembre 2016. Enregistrement de la première lecture du projet de loi (261 OE) proposé par EKRE.

<sup>18</sup> Merike Teder, « [Martin Helme soovitus immigratsioonipoliitikaks : kui on must, näita ust](#) », *Postimees*, 2013.

<sup>19</sup> Jaak Madisson issu de EKRE et député au Parlement européen (depuis 2019) a, à plusieurs reprises, évoqué le nazisme sous un angle positif. Dans son blog en 2015, il a dit que, selon lui, « il » [le fascisme] était « une idéologie composée de plusieurs nuances positives et nécessaires pour la préservation de l'État nation » [Minu silmis on fašismi näol tegemist ideoloogiaga, mis koosneb üsna paljudest positiivsetest ning rahvusriigi säilimiseks vajalikest nüanssidest]. Rain Kooli, « [Riigikokku valitud Jaak Madison: natsismis ja fašismis on palju positiivset](#) », 2015.

## **2.2 Partis d'extrême droite dans l'espace baltique : différences marquantes dans le fonctionnement, les pratiques et les discours (cas suédois, finnois, estonien et letton)**

Le constat de l'émergence et de la consolidation des mouvements populistes d'extrême droite dans un espace politique et géographique propice, à la circulation d'idées et de pratiques, nous l'avons vu, nous incite à tenter d'établir une comparaison relativement modeste et générale entre les principales tendances et caractéristiques des formations populistes d'extrême droite en Estonie, Lettonie, Suède et Finlande.

À première vue, ce sont surtout les différences qui ressortent de cette tentative de comparaison. En effet, lorsque l'on observe les partis populistes d'extrême droite en Estonie (EKRE), Lettonie (Alliance nationale), Finlande (Vrais Finlandais), et Suède (Démocrates de Suède), on constate de prime abord des différences importantes quant au fonctionnement, aux pratiques, aux discours et à la stratégie de communication des partis politiques dans ces quatre pays. Ainsi par exemple, le parti Démocrates de Suède, certainement du fait de sa tradition plus longue dans le paysage politique suédois, et dans une moindre mesure les Vrais Finlandais<sup>20</sup>, sont devenus avec le temps – du moins officiellement – beaucoup plus modérés et « politiquement corrects »<sup>21</sup>, et ce, surtout si on les compare avec le parti estonien EKRE.

Ce dernier (créé en 2012, par le gouvernement estonien entre mars 2019 et janvier 2021) est connu pour son discours beaucoup plus radical, extrémiste, haineux et ouvertement anti-refugiés et populiste. Les propos de Martin Helme, deuxième personnalité politique de ce parti, sont extrêmes, surpassant même ceux de Jussi Halla-Aho<sup>22</sup>, chef du parti des Vrais Finlandais depuis 2017, réputé pour ses idées radicales. Ce dernier est encore plus extrémiste que son prédécesseur, Timo Soini<sup>23</sup>, même si le nouveau chef des Vrais Finlandais se rapproche davantage des figures politiques de EKRE<sup>24</sup>.

---

<sup>20</sup> Les partis d'extrême droite ont été représentés sans interruption en Finlande depuis 1970 et au Danemark depuis 1973. Ils sont rentrés au Parlement suédois en 2010 (Widfeldt 2018, 8)

<sup>21</sup> Discussions avec Ann-Cathrine Jungar, Maître de conférences à l'Université de Södertörn, Stockholm, le 8 janvier 2019 ; et avec Nicholas Aylott, *op.cit.*, Stockholm, le 10 janvier 2019.

<sup>22</sup> Discussion avec Vesa Koskimaa, chercheur à l'Institut de Recherche en sciences sociales à Åbo Akademi University, Finlande, Helsinki, le 21 janvier 2019 ; et avec Heikki Aitokoski, *op.cit.*, Helsinki, le 23 janvier 2019.

<sup>23</sup> En 2017, le parti « Vrais Finlandais » se scinde en deux : son aile plus modérée constitue avec Timo Soini un nouveau parti Avenir bleu [Sininen tulevaisuus] alors que le parti « Vrais Finlandais » avec son nouveau chef Jussi Halla-aho se radicalise.

<sup>24</sup> Discussion via Skype avec Hannele Valkeeniemi, *op.cit.*, le 22 janvier 2019.

Par ailleurs, si l'on compare le parti letton Alliance nationale (AN)<sup>25</sup>, au gouvernement depuis 2011, avec des formations similaires dans les autres pays de la région baltique, on peut noter que malgré un programme radical et populiste, il est très peu contesté et davantage considéré comme un parti *mainstream* (Braghiroli and Petsinis 2019, 15)<sup>26</sup>, un parti qui est bien établi dans le paysage politique letton. Or, si l'on analyse son programme et sa rhétorique, « le AN est tout sauf un parti normal, loin du *mainstream*, il parle des Lettons dans le sens ethnique du terme », note notre interviewé, le chercheur Péteris H. Timofejevs<sup>27</sup>. En automne 2018, au moment où la communauté internationale discutait du Pacte mondial sur les migrations des Nations Unies dit « Pacte Marrakech », des débats importants au Parlement estonien, divisant les partis entre « pour » (libéraux du centre-gauche ou centre-droite, parti du centre) et « contre » (droite nationaliste et extrême droite) l'implication de l'Estonie dans cet engagement international, avaient permis d'aboutir à la signature de ce pacte.

En Lettonie, en revanche, cette discussion, si l'on exclut l'activité de représentants de la société civile au Parlement, était quasi absente<sup>28</sup>. Le gouvernement letton de concert avec d'autres États qui, malgré des couleurs politiques différentes partagent un programme de politique migratoire restrictif et nationaliste, tels les États-Unis, la Hongrie, l'Autriche, la République Tchèque, la Slovaquie, la Pologne ou la Bulgarie, s'est retiré du pacte des Nations Unies sans qu'un véritable débat public n'ait eu lieu. La Lettonie est, selon Matthew Kott, probablement le seul membre de l'UE où l'extrême droite fait partie de la coalition gouvernementale depuis des années. Par ailleurs, celle-ci n'a jamais été vraiment condamnée ni critiquée par les partenaires européens de la Lettonie (Kott 2016). Cette tolérance s'expliquerait en partie en raison de son discours plus lisse et modéré que celui de son voisin estonien, EKRE<sup>29</sup>.

---

<sup>25</sup> Alliance nationale est le résultat de la fusion en 2010 de deux partis : d'un côté TB/LNNK, dont les origines remontent à la période de la lutte pour l'indépendance au moment de la perestroïka, et qui a constitué l'acteur principal du nationalisme politique ethnique letton entre 1990 et 2000, et de l'autre, le parti ultranationaliste, « Tout pour la Lettonie ! », un mouvement/groupe de jeunes radicaux dissidents fondé au début du XXI<sup>e</sup> siècle et qui devient un parti politique en 2006 (Kott 2016).

<sup>26</sup> En comparant le parti estonien EKRE et le parti letton Alliance nationale, S. Braghiroli et V. Petsinis démontrent que : « à la lumière des facteurs endogènes et exogènes, en Lettonie, l'Alliance nationale a réussi à consolider son statut et s'établir comme l'une des "forces majeures" de ce pays » (Braghiroli and Petsinis 2019).

<sup>27</sup> Discussion via Skype avec Peteris H. Timofejevs, Maître de conférence en science politique à Umeå University (Suède), le 18 janvier 2019.

<sup>28</sup> Entretien avec Agnese Lāce, analyste politique senior spécialisée en questions de migrations et intégration au Centre pour les politiques publiques *Providus*. Riga, le 4 juin 2019.

<sup>29</sup> Discussions via Skype avec Péteris T. Hendriksson, le 18 janvier 2019, et avec Vello Pettai, professeur de politique comparée au Johan Skytte Institute of Political Studies de l'Université de Tartu ainsi que professeur invité à Friedrich Schiller University Jena, le 14 juin 2019.

Dans la même logique d'acceptation ou de rejet de ces partis populistes d'extrême droite au gouvernement, le parti Démocrates de Suède (DS) a toujours été isolé, selon Ann-Cathrine Jungar, par les partis politiques *mainstream* qui ont adopté une stratégie de non-coopération (Jungar 2017, 155–157)<sup>30</sup>. À l'inverse, le parti estonien EKRE a été admis au gouvernement en mars 2019 et le parti Vrais Finlandais a déjà fait partie de la coalition gouvernementale (2015–2019). En effet, à l'exception des DS qui sont encore aujourd'hui traités, selon Ann-Cathrine Jungar, comme un « paria et entourés d'un cordon sanitaire », les partis populistes scandinaves (y compris les partis danois et norvégien) sont tous « passés d'une position de partis marginalisés et indignes de confiance pour une coopération parlementaire à celle de partis politiques crédibles avec un potentiel gouvernemental » (Jungar 2017, 147–160).

En outre, dans les Républiques ex-soviétiques de Lettonie et Estonie, les partis d'extrême droite, sans promouvoir directement la sortie de leur pays de l'UE, font campagne contre les valeurs européennes de la société, les droits des minorités sexuelles tout en promouvant une famille traditionnelle. À l'inverse, dans les programmes de ces types de partis en Suède et Finlande – ces pays ayant une tradition plus longue en termes de démocratie et de droits sociaux – les sujets liés aux droits des femmes ou des minorités sexuelles ne font plus vraiment l'objet d'un débat même pour les partis ultra-conservateurs

### **2.3 Points communs sur les questions nationales et orientations de la politique étrangère**

Il existe certaines similarités entre les partis évoqués ci-dessus. Les formations de type populistes d'extrême droite, malgré les différences de tactiques et de discours, promeuvent toutes une politique pro-nationaliste et une conception exclusive de la nation (titulaire). On constate dans tous ces pays, depuis quelques années, un certain repli sur soi. Celui-ci se manifeste dans la volonté exprimée par les acteurs de droite radicale de soutenir et de défendre uniquement les nationaux (socialement et économiquement), de miser (bien que pas forcément officiellement) sur la supériorité et la protection d'une « ethnie » blanche nordique (Coulet 2013). Anti-refugiés, les discours d'extrême droite de la région baltique semblent également avoir en commun une attitude très critique envers les minorités nationales, que ce soit les russophones en Lettonie ou en Estonie, les

---

<sup>30</sup> Alors que le parti Démocrates de Suède (DS) a évolué, il est toujours marginalisé dans le paysage politique de Suède. Selon Ann-Cathrine Jungar, depuis la percée de ce parti au Parlement suédois en 2010, tous les autres partis parlementaires représentés au gouvernement, mais aussi l'opposition, ont déclaré qu'ils n'étaient pas prêts à négocier avec les Démocrates de Suède.

minorités (historiques) suédoises, ou parfois même, la communauté estonienne (plus récente) en Finlande. Si les pays nordiques sont traditionnellement connus pour leur ouverture et leur solidarité, on constate aujourd'hui un certain retour en arrière, une remise en cause de plus en plus fréquente des principes de solidarité internationale et des critiques des politiques dites laxistes envers les migrants. Cela même en Suède, qui a un passé de pays d'accueil et une longue tradition de solidarité internationale.

Si l'Estonie est membre de l'OTAN, la Suède ne l'est pas mais constitue un partenaire actif de cette organisation internationale depuis presque trente ans. La question de l'adhésion de la Suède à l'OTAN est posée de nouveau depuis la crise ukrainienne. Dans des contextes (géo-)politiques différents, on constate une volonté partagée chez les partis populistes d'extrême droite de s'affranchir de l'Alliance atlantique, d'augmenter les dépenses nationales pour la défense et de proposer comme alternative une coopération encore plus renforcée avec les pays voisins. Lors d'un débat télévisé à l'occasion des élections législatives en septembre 2018, Jimmie Åkesson, chef des Démocrates de Suède, a même évoqué une possible union avec la Finlande dans le domaine de la défense comme alternative à l'OTAN :

There is a need to develop Nordic co-operation in many respects. We have talked a lot about defense cooperation and that it should be further developed. We have proposed a union with Finland as an alternative to NATO (*News now Finland* 2018).

EKRE partage avec Démocrates de Suède la volonté de développer des capacités de défense nationale suffisamment indépendantes pour ne pas, d'après le chef du parti Mart Helme « avoir à écouter des conseils inconfortables de ses alliés » (*Err.ee* 2018). Ce même leader de EKRE, dans une interview de 2019 au journal finlandais au format tabloïd *Iltalehti*<sup>31</sup>, a d'ailleurs déclaré (déclaration ensuite contestée par Jüri Ratas, premier ministre estonien 2016-janvier 2021) que l'Estonie travaillait avec la Lituanie et la Lettonie sur un plan B. Il s'agissait, selon lui, d'un projet alternatif avec ses voisins pour faire face au fait que l'Estonie ne peut plus compter sur l'OTAN. Mart Helme a ainsi fait référence notamment à la déclaration du président français, Emmanuel Macron, prononcée peu de temps avant que l'OTAN ne soit en crise (*Err.ee News* 2020).

Le sujet majeur qui semble unir la plupart des partis populistes d'extrême droite de la région baltique est leur attitude envers la Russie. De fait, contrairement aux partis populistes d'extrême droite, tels que le Rassemblement national (France),

---

<sup>31</sup> Voir *Iltalehti* 2019, « [Viron hallitus valmistelee suunnitelmaa B:n sen varalle, että Nato ei pysty täyttämään velvoitettaan puolustaa Baltian maita](#) »

Fidesz (Hongrie), ou la Ligue du Nord (Italie) qui approuvent une coopération accrue avec la Russie, les quatre partis de l'espace balte ci-mentionnés – y compris le parti Droit et justice en Pologne – partagent une attitude très hostile vis-à-vis de la Russie. Cela est dû au contexte historique et géopolitique de ces pays et, par conséquent, au fait que la Russie est souvent perçue comme un acteur menaçant. Ce constat fait, l'attitude des mouvements d'extrême droite à l'égard de la Russie est parfois un peu plus complexe, voire paradoxale. La plupart des partis populistes d'extrême droite de la région baltique ne partagent pas la position amicale du Rassemblement national ou de la Ligue du Nord à l'égard de la Russie et ont condamné, à l'inverse de ces derniers, l'action russe en Crimée. Cela n'a cependant pas empêché, nous le verrons plus loin, les deux seuls députés Vrais Finlandais et un seul député de EKRE élus au Parlement européen en 2019 de s'affilier au sein du groupe politique « Identité et Démocratie » avec les députés français du Rassemblement national (RN) ou italiens de la Ligue du Nord. Sur le plan interne, EKRE s'est par ailleurs allié avec le parti estonien du Centre, réputé être traditionnellement le plus ouvert envers les russophones et la Russie en Estonie, en formant la coalition gouvernementale mise en place en 2019<sup>32</sup>. Ces rapprochements paradoxaux peuvent se justifier par une forme d'opportunisme chez EKRE, mais également chez les Vrais Finlandais, visant à peser davantage sur le plan national ou européen.

Ce bref survol des principales différences et similitudes entre les partis populistes d'extrême droite dans les quatre pays nordiques et baltiques nous permet à présent d'interroger leurs liens et la volonté (ou non) de coopérer entre eux. Nous verrons notamment que l'action transnationale dépasse largement le cadre officiel pour atteindre des acteurs et réseaux informels directement ou indirectement en lien avec les partis politiques.

### **3. Coopération transnationale, circulation d'idées, de pratiques et de réseaux d'extrême droite dans l'espace baltique**

#### **3.1 L'espace baltique comme lieu de circulation et d'échange**

Lorsque l'on parle de la circulation d'informations et d'idées dans l'espace baltique, il convient de rappeler la particularité de cette région. Il s'agit historiquement d'un espace d'influences mutuelles, de contacts, d'échanges, de

---

<sup>32</sup> Cette coalition composée du parti du Centre, de EKRE et du Parti *Pro Patria* (droite nationaliste) a pris fin en janvier 2021 lorsque le premier ministre, Jüri Ratas (Parti du centre), a annoncé sa démission suite à une affaire de corruption qui visait l'un des membres de son parti, et surtout après des mois de crise politique orchestrée par les membres de EKRE qui, en pleine crise sanitaire, économique et sociale, cherchaient à faire passer un référendum sur le mariage.



circulation d'idées et de pratiques (Kesa 2018, 34–36). Le chercheur Fredrik Stöcker a démontré dans ses travaux que, durant la Guerre froide, la présence du Rideau de fer qui coupait littéralement la mer Baltique en deux, n'empêchait pas un certain nombre d'échanges d'informations et de contacts entre les pays riverains du nord et du sud de la Baltique (Stöcker 2017). Enfin, tout au long des années 1990, d'importants transferts de savoir-faire technique, matériel ou de bonnes pratiques ont été opérés des pays nordiques vers les pays baltes. Les pays nordiques ont ainsi souvent servi de modèle pour les États baltes. Il y avait une volonté, du moins pour l'Estonie, de s'inspirer du modèle nordique, d'aspirer à devenir un pays nordique (Kesa 2015).

Dans le cas des mouvements conservateurs ou ultraconservateurs qui nous intéressent ici, on peut rappeler l'exemple historique le plus connu en matière de circulation et de coopération transrégionale : il s'agit des liens entre un mouvement de combattants pour l'indépendance, devenu un mouvement d'extrême droite estonien, la Ligue des Vétérans de la Guerre d'Indépendance, dont les membres ont reçu le sobriquet *Vapsid* [Vabadussõjalased], et finlandais, Mouvement de *Lapua* [Lapuan Liike], durant la période de l'entre-deux-guerres. Selon le politologue Andres Kasekamp, le mouvement d'extrême droite finlandais, *Lapua*, qui a émergé sur la scène politique finlandaise en 1929, a été interdit en 1932 et auquel a succédé le Mouvement patriotique du peuple [Isänmaallinen kansanliike] (un parti véritablement fasciste), a eu une forte influence sur l'Estonie. Par ailleurs, des contacts personnels entre les membres des deux mouvements existaient et étaient facilités à la fois par la proximité géographique, mais aussi en raison des amitiés nouées déjà au moment de la guerre d'indépendance de l'Estonie (1918–1920) à laquelle un certain nombre de volontaires finlandais avait participé (Kasekamp 2015, 156).

Lorsque le mouvement estonien *Vapsid* fut interdit en Estonie en 1934, son chef, Artur Sirk, ainsi que d'autres membres de ce mouvement, ont pu trouver refuge en Finlande et poursuivre de manière non-officielle leurs activités (tentative d'organisation d'un coup d'État, échoué, en Estonie), grâce à un réseau d'extrême droite finlandais bien organisé (Silvennoinen et al. 2017, 254–262). Au début des années 1990, les formations politiques des pays nordiques avaient une réelle volonté d'influer sur la mise en place d'un système de partis dans les États baltes<sup>33</sup>. C'est notamment le cas de quelques acteurs issus des partis conservateurs nordiques qui ont agi comme conseillers ou formateurs auprès

---

<sup>33</sup> Entretien avec Nicholas Aylott, Maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Södertörn. Stockholm, le 10 janvier 2019.

des leaders politiques des partis conservateurs émergents en Estonie, Lettonie et Lituanie en leur transférant leur savoir-faire.

Selon le chercheur K. Magnus Johansson, les partis politiques nordiques ont prêté une attention particulière aux partis émergents dans les pays baltes. Dès le début des années 1990, les hommes politiques baltes entretenaient des relations bilatérales avec les partis nordiques de la même famille politique. Les partis politiques baltes auraient donc été établis sur la base d'une assistance (matérielle et non-matérielle) venant de l'étranger, en particulier de la Suède, de la Finlande et de l'Allemagne, mais également des communautés baltes établies ailleurs (Johansson 2014, 84). La circulation de pratiques et de savoir-faire se faisait davantage via un réseau d'individus, d'acteurs ou de mouvements membres des partis conservateurs plutôt que d'une manière officielle entre les partis politiques. Ainsi par exemple, l'Union du Pro Patria, parti nationaliste conservateur fondé en Estonie en 1995 (et qui fusionne en 2006 avec le Parti Res Publica), avait de toute évidence des perspectives occidentales fortes ayant établi de nombreux contacts internationaux, notamment grâce à la socialisation de ses élites au sein des cercles internationaux (Johansson 2014, 100). Cette influence transnationale de quelques partis politiques nordiques conservateurs sur leurs homologues baltes s'explique à la fois par la proximité géographique mais également par l'existence d'une interaction historique et naturelle entre pays riverains de la région baltique. Comme nous le verrons, elle nous permet de mieux comprendre l'importance des circulations politiques entre les riverains du sud et du nord de la mer Baltique.

### **3.2. Circulation via des réseaux formels et informels**

#### **3.2.1 Partis et mouvements populistes d'extrême droite : liens et coopération**

Si l'on en croit K. Magnus Johansson, les partis conservateurs sont globalement moins concernés par l'influence ou l'action transnationale parce qu'ils sont nationalistes dans leur identité et cherchent avant tout à préserver les valeurs et objectifs de leur propre nation (Johansson 2014, 78). En analysant la coopération entre partis populistes nationalistes en Europe, Margarita Gómez-Reino arrive à la conclusion que ces formations ont la particularité d'être peu coopératives en raison de leurs nombreux conflits « inter-familles » au niveau européen. Elles partagent certes une attitude eurosceptique et des valeurs ultra-conservatrices, mais cela n'est pas suffisant pour former ce qu'elle appelle une « internationale des conservateurs », cohérente et capable de coopérer (Gomez-Reino 2018 ; Jakobson et al. 2020, 8).

Il y aurait, selon M. Gómez-Reino, trois facteurs qui influent sur la coopération transnationale entre partis conservateurs. Premièrement, les partis considérés sur le plan intérieur comme des « parias politiques », – et qui sont par conséquent exclus du gouvernement – seraient plus enclins à la coopération transnationale que ceux qui sont au gouvernement et bénéficient d'un soutien politique plus important. Deuxièmement, les partis conservateurs moins intéressés par les liens transnationaux sont ceux qui cherchent à être plus modérés et soignent leur image. Troisièmement, le degré différent de radicalisation, de xénophobie et d'antisémitisme entre les partis ultra-conservateurs (Jakobson et al. 2020, 8–9) peut soit inciter, ou au contraire, contraindre ces acteurs à collaborer. D'après Cyril Coulet, les partis politiques populistes d'extrême droite cherchent la respectabilité et ne s'allient qu'avec des partis qui ne paraissent pas plus extrêmes qu'eux. Ce constat peut expliquer le refus du parti des Vrais Finlandais ou du parti du Progrès norvégien de s'allier avec le parti des Démocrates de Suède, ou encore, le refus du parti du Peuple danois de s'allier avec le Front national (Coulet 2018).

Les liens entre acteurs d'extrême droite et autres mouvements radicaux de droite ne sont ni officiels, ni évidents. Il existe toutefois de nombreux exemples de coopération et de passerelles entre eux. Les membres de partis d'extrême droite peuvent, par exemple, indirectement approuver et soutenir les réseaux ou groupes informels ouvertement racistes. Tel a par exemple été le cas de certains membres du parti finlandais d'extrême droite, Vrais Finlandais, qui ont soutenu le groupe de patrouille anti-migrants Soldats d'Odin. Le ministre de la Justice finlandais, membre de ce parti, avait même salué positivement la création de ce groupe paramilitaire avant qu'il ne soit condamné en Finlande en 2016 (Ekman 2018, 5). On constate en outre de manière assez récurrente la présence des Soldats d'Odin dans les rassemblements organisés par les Vrais Finlandais, EKRE ou les Démocrates de Suède. On voit bien ici les liens susceptibles de se tisser entre différents groupes formels et informels qui s'entendent sur un sujet commun. Dans un registre différent, Stéphane François démontre, en analysant les réseaux religieux d'extrême droite, l'importance du rôle des formations politiques, groupes religieux et individus dans le passage des idées et des concepts. Selon lui, la présence d'oppositions ou de clivages entre grands groupes religieux et la droite radicale, n'empêchent pas l'existence de passerelles et de contacts entre groupes informels et institutionnels sur des points ponctuels ou sur des questions de fond, comme l'antisémitisme ou la création d'une religion propre aux populations blanches (François 2019, 91).

Concernant l'espace baltique, nos enquêtes citées plus haut ont révélé qu'un certain nombre d'acteurs issus de partis d'extrême droite (partis officiels) sont (ou ont été) impliqués dans des réseaux transnationaux xénophobes plus informels. Cela démontre la tendance chez nos acteurs à créer des liens et des passerelles entre, d'un côté, les membres des partis officiels ayant un discours plus soigné et politiquement correct, et de l'autre, entre quelques réseaux, organisations ou sous-organisations d'extrême droite à tendance beaucoup plus extrémiste dans leurs actions et discours<sup>34</sup>. Enfin, les chercheurs Caterina Froio et Bharath Ganesh emploient l'expression « transnationalisation d'extrême droite » lorsque des organisations (plus ou moins institutionnalisées) sont étroitement interconnectées au-delà des frontières de plusieurs États-nations et s'entendent sur un sujet commun. C'est cette attention sur un sujet partagé qui construirait un cadre transnational commun (Ganesh and Froio 2019, 514). Dans cette logique, nous verrons qu'il existe un certain nombre de réseaux et mouvements transnationaux d'extrême droite dans la région baltique qui partagent les mêmes visions et objectifs.

### 3.2.2 Réseaux d'organisations d'extrême droite dans l'espace baltique

En ce qui concerne les relations entre les mouvements d'extrême droite et leurs réseaux transnationaux, les entretiens que nous avons menés nous ont permis de relever que des actions transnationales conjointes (conférences, réunions, célébrations, commémorations) impliquant des membres – parmi les plus radicaux – de partis ou d'alliances d'extrême droite dans la région baltique, ont régulièrement lieu. Parmi les espaces de coopération transnationale institutionnalisée qui réunissent des partis populistes d'extrême droite de l'espace baltique, on peut mentionner le Conseil de coopération nordique. Tous les membres des Démocrates de Suède, des Vrais Finlandais, du parti du Peuple danois (DF) qui participent à cette organisation régionale siègent au sein du même groupe politique, à savoir Liberté nordique [Nordisk Frihet]<sup>35</sup>. D'après Cyril Coulet, ce groupe parlementaire a été créé en 2012 par le parti des Vrais Finlandais et le parti du Peuple danois. Il a été ouvert dès 2017 aux membres des Démocrates de Suède.

---

<sup>34</sup> Entretiens menés avec des chercheurs, journalistes, leaders d'opinion, dont Henrik Arnstad, journaliste, auteur et historien suédois, Stockholm, le 9 janvier 2019 ; Hannele Valkeeniemi, *op.cit.*, Skype, le 22 janvier 2019 ; Louis Wierenga, doctorant à l'Université de Tartu à l'Université de Södertörn, Stockholm, le 8 janvier 2019 ; Peteris T. Timofejevs, Maître de conférence en science politique à Umeå University (Suède), Skype, janvier 2019 ; Tõnis Saarts, *op.cit.*, Skype, le 17 juin 2019 ; Heikki Aitokoski, *op.cit.*, Helsinki, le 23 janvier 2019.

<sup>35</sup> Voir les [membres du groupe Nordic Freedom au Conseil nordique](#).

Une invitation a été formulée auprès du Parti du Progrès norvégien (Frp) pour rejoindre ce groupe, mais ce dernier n'y a pas encore donné suite<sup>36</sup>.

Les députés des partis populistes d'extrême droite de la région baltique sont, en revanche, plus dispersés au Parlement européen. Il existe deux groupes politiques principaux : le premier est le groupe Identité et démocratie, dominé par les députés français du Rassemblement national, les Italiens du parti de la Ligue du Nord et les Allemands de *Alternative für Deutschland* (Alternative pour l'Allemagne), dans lequel on trouve deux députés finlandais issus des Vrais Finlandais, un député estonien de EKRE et un député danois du Peuple danois. Le second groupe est celui des conservateurs et réformistes européens où siègent en grande partie des députés polonais, tchèques et slovaques, trois députés suédois des DS et deux députés lettons de Alliance nationale<sup>37</sup>.

Dans un cadre plus informel de coopération transnationale et d'action commune entre acteurs d'extrême droite, mentionnons le Mouvement de Résistance nordique (MNR), une organisation néo-nazie fondée en Suède en 1997, ouvertement antisémite, anti-migrants et antigays dont le but serait de conserver une nation nordique ethniquement pure<sup>38</sup>. Le MNR appelle à la création d'un régime national-socialiste en Europe du Nord et s'est illustré ces dernières années par des défilés avec drapeaux et uniformes<sup>39</sup>. Ce mouvement semble être en soi relativement marginal et non représentatif des partis politiques ci-mentionnés, ce qui n'empêche pas que des membres de SD ou de VF aient déjà été associés à ses activités. De plus, d'après Heikki Aitokoski, « en Finlande, si les membres du MRN votent, c'est certainement pour les Vrais Finlandais<sup>40</sup> ».

Un autre exemple assez singulier de circulation d'idées et de pratiques peut être identifié dans la création en 2016 par l'Estonie, mais aussi par la Suède, du groupe de Soldats d'Odin, fondé en Finlande quelques mois plus tôt, en octobre 2015. Officiellement, le groupe de Soldats d'Odin n'a pas de liens avec les formations politiques mentionnées ci-dessus mais de fait, leurs membres sont présents, nous l'avons mentionné, à nombreuses de leurs manifestations. Cela a été notamment le cas lors d'une manifestation organisée par EKRE contre le pacte de l'ONU

---

<sup>36</sup> Coulet Cyril, *op.cit.*, Inalco, 12 novembre 2018.

<sup>37</sup> Voir la liste des [députés du groupe Identité et démocratie](#) ; la liste du [groupe des conservateurs et réformistes européens](#) (consultées en ligne le 4 août 2020).

<sup>38</sup> Pour les objectifs politiques et idéologiques du Mouvement de la résistance nordique, voir le [site Internet du mouvement](#).

<sup>39</sup> Interdit désormais en Finlande, MNR serait, d'après les sources dont dispose Antoine Jacob, *op.cit.*, enregistrée en Estonie.

<sup>40</sup> Discussion avec Heikki Aitokoski, *op.cit.*, Helsinki, le 23 janvier 2019.

sur les migrations en 2018 en Estonie. En Lettonie, selon Louis Wierenga, les Soldats d'Odin existent techniquement mais sont moins « nécessaires », car ils ont leur propre organisation paramilitaire et anti-immigrants : les Gardiens de la Patrie [Tevijas Sargi]. Sur les réseaux sociaux, ce groupe se présente en grande partie dans les mêmes termes que les Soldats d'Odin. Mentionnons en outre la participation par le passé des membres du groupe des jeunes de l'Alliance nationale lettone, de l'Union nationale lituanienne et de l'organisation de jeunesse suédoises, Nordisk Ungdom (une organisation xénophobe et antisémite connue entre autres pour les attaques contre les réfugiés et activistes antifascistes en Suède) à des rassemblements nationalistes (marches avec torches) organisés par EKRE et son groupe de jeunesse Réveil bleu [Sinine äratus].

Toujours dans une logique des réseaux transnationaux, nous pouvons mentionner la réémergence d'un concept historique, « *Intermarium* » [Union Baltique-mer Noire]. Il s'agit d'une alliance nationaliste quelque peu différente puisqu'elle dépasse le cadre de l'espace baltique et implique des acteurs d'extrême droite des pays baltes, de la Finlande, de la Pologne mais aussi de l'Ukraine. Lancée pour la première fois en 1920<sup>41</sup>, cette alliance ou concept géopolitique, cherche à fournir un « substitut idéologique aussi bien à l'UE qu'au Kremlin, créer une nouvelle civilisation européenne basée sur l'identité et les racines, conduite par l'Europe de l'Est » (Wierenga 2017, 12). *Intermarium* promeut donc l'idée d'une « autre Europe », beaucoup plus conservatrice mais aussi pro-atlantiste<sup>42</sup>. Cette approche est notamment défendue par Ruuben Kaalep, chef de l'organisation jeunesse de EKRE Sinine äratus, mais aussi par Raivis Zeltits, le secrétaire général de l'Alliance Nationale lettone et chef de leur organisation de jeunesse. Une autre manifestation de ce type dans l'espace baltique, intitulée « Bauska declaration » concerne les acteurs politiques ultra-conservateurs d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. Cette déclaration<sup>43</sup>, signée en 2013 « met sur pied le cadre principal de la coopération entre trois partis » (des pays baltes) et consolide plus

---

<sup>41</sup> Il convient de préciser que l'idée d' « *Intermarium* » a été lancée en 1920 par le chef de l'État polonais, Józef Piłsudski. À cette époque, elle renvoie à l'effort de créer une « union » entre Pologne, Biélorussie, Lituanie et Ukraine, une réédition de la République des Deux Nations polono-lituanienne. Józef Piłsudski, au pouvoir entre 1926 et 1935, a combattu l'extrême-droite polonaise et a interdit les mouvements ultranationalistes et antisémites. Or, c'est après sa mort en 1935 que le régime polonais s'est divisé entre modérés et partisans d'une idéologie d'extrême droite dite « totaliste ». L'idée d'entre-deux mers ou « *Intermarium* » a été ressuscitée par le gouvernement polonais de PiS pour défendre les intérêts de l'Europe centrale et orientale au sein de l'UE (Source : discussion avec Amélie Zima, politologue, chercheuse spécialisée sur l'Europe centrale).

<sup>42</sup> Pour une étude complète sur le concept de « *Intermarium* », voir Laruelle and Rivera 2019.

<sup>43</sup> *Bauska declaration* a été signée par le parti conservateur populaire d'Estonie (EKRE), le parti letton Alliance nationale/Tout pour la Lettonie [Nacionālā apvienība/Visu Latvijai] et l'Union nationaliste lituanienne [Tautininkų sąjungos lituanie]. Version en anglais disponible sur le [site internet du parti letton](#), et sur [celui du parti estonien](#).

sensiblement les piliers idéologiques et valeurs politiques partagées dans le cadre du « Baltic populist and radical right-wing international » (Braghiroli et Petsinis 2019, 4). Cette alliance appelle à maintenir les valeurs familiales traditionnelles, met en garde contre une politique d'immigration de type occidental, appelle à l'éveil national et encourage la coopération entre les trois « nations baltiques » pour se protéger des dangers externes et défis globaux. Cela dit, aujourd'hui, cette déclaration semble un peu désuète pour exercer un impact quelconque sur les politiques. Selon le politologue Stefano Braghiroli, il n'y a plus beaucoup de coopération entre ces trois partis signataires mais l'activité transnationale continue entre leurs groupes de jeunesse<sup>44</sup>.

Enfin, selon les chercheurs Daunis Auers et Andres Kasekamp, les skinheads font aussi partie d'un réseau transnational : les skinheads baltes se seraient inspirés des skinheads scandinaves et néo-nazis et auraient développé des contacts proches avec ces derniers (Aures and Kasekamp 2009, 246 ; Pilkington, Omelchenko and Garifzianova 2010). Ces quelques exemples de groupement transnationaux dans l'espace baltique nous conduisent à penser que malgré le peu de signes de coopération au niveau officiel entre, d'un côté, EKRE et AN, et de l'autre, VF et DM, il y a des manifestations conjointes, souvent ponctuelles, donc un certain nombre d'interactions, d'informations échangées dans cet espace sur la volonté de préservation et de mise en valeur d'une identité, d'une ethnie particulière ou de valeurs communes. Un autre aspect de la transnationalisation de l'extrême droite en lien avec la montée des mouvements de ce type qui a attiré notre attention est la circulation d'idées, d'informations et de discours dans l'espace baltique.

### **3.3. Circulation via des références discursives (le cas de EKRE)**

#### **3.3.1 Stratégies de communication et action transversale**

EKRE dispose de plusieurs supports de communication. Le parti et ses membres sont liés à des réseaux sociaux et quelques portails d'informations en ligne, soit directement comme « Nouvelles informations » [Uued Uudised], « Objectif » [Objektiiv], émission de radio « Parlons affaires » [Räägime asjast], soit indirectement comme « Le Piqueur » [Torkaja]. Les méthodes de communication et pratiques politiques de EKRE ont des caractéristiques clairement populistes et radicales. Le fait de comparer la déportation de masse durant la période soviétique (dans les années 1940, plus de 30 000 Estoniens ont été déportés en Sibérie pour des raisons politiques ou économiques) avec la migration du travail

---

<sup>44</sup> Discussion avec Stefano Braghiroli, Maître de conférences à Johan Skytte Institute of Political Studies, Université de Tartu. Tartu, le 5 juin 2019.

des Estoniens en Finlande aujourd'hui, est un exemple de discours populiste. Le fait d'utiliser pour cela une rhétorique visant à mettre les Estoniens devant un choix ultime de « continuer la déportation économique » ou « préférer voir EKRE au pouvoir » (Jakobson et al. 2020, 27), en est un autre. Une rhétorique offensive et agressive à l'égard des journalistes, étudiants étrangers, médecins ou femmes constitue un élément de plus dans le discours populiste de cette formation ultra-conservatrice.

L'un des points importants du programme politique de EKRE s'adresse justement aux Estoniens de Finlande et vise à « favoriser le retour des Estoniens vivant à l'étranger ». Dans cette optique, une branche de EKRE a été établie en Finlande en 2014, mais aussi en Suède en 2019. En cela, EKRE constitue le premier parti politique contemporain estonien à avoir établi une sous-organisation transnationale à l'étranger (Jakobson et al. 2020, 21). Il s'agirait, selon Mari-Liis Jakobson, d'une politique et d'une communication transnationales adressées aux Estoniens vivant et travaillant en Finlande. Par exemple, durant la crise des réfugiés, la communication de la branche spéciale « finlandaise » s'est exprimée à travers un portail internet « Non, aux masses de réfugiés ! » [Ei, pagulasmassidele !], en traduisant la représentation que EKRE avait de ce qui se passait en Finlande<sup>45</sup>. La branche finlandaise de EKRE a par ailleurs réussi à mettre en œuvre sa stratégie de communication à travers une communauté sur Facebook intitulée « FinEst : Estoniens de Finlande » [FinEst : Eestlased Soomes]. Au départ totalement apolitique et fonctionnant surtout comme un groupe d'échange d'informations pratiques entre les Estoniens de Finlande, celui-ci devient, selon Jakobson, Kalev et Saarts, au moment de la campagne électorale, un espace virtuel de débat, de diffusion d'informations et d'organisation de sondages pour EKRE (Jakobson et al. 2020, 33).

### 3.3.2 Perception de la situation de l'accueil des réfugiés en Finlande et Suède : l'usage de la diaspora estonienne comme témoin des maux du pays « hôte »

Au-delà de la circulation de discours en provenance de EKRE et s'adressant aux Estoniens de Finlande, on a pu observer une circulation d'informations, d'images et de perceptions liée aux réfugiés ou à l'accueil des migrants en provenance de Finlande et de Suède vers l'Estonie. Ces constats concernent d'abord la diaspora estonienne. En effet, il était assez surprenant d'observer la régularité avec laquelle les membres de la diaspora estonienne en Finlande (mais également en Suède) étaient interviewés au moment de la crise des réfugiés. Tant

---

<sup>45</sup> Discussion avec Mari-Liis Jakobson, Maître de conférences à l'Université de Tallinn. Tallinn, le 30 avril 2019.



les chaînes privées que publiques (y compris Eesti Rahvusringhääling, la Télé-et-Radio diffusion nationale estonienne, réputée comme plus sérieuse) ont eu recours à la communauté estonienne présente dans les pays nordiques en tant qu'« experts » pour décrire ce qui se passait chez leurs voisins. Les interviewés ont ainsi souligné l'arrivée et la présence dite « massive » de migrants dans les rues de Helsinki ou de Stockholm et ont mis en garde l'Estonie contre un modèle d'intégration réputée trop « laxiste » chez leurs voisins nordiques. Selon Hannele Valkeeniemi, experte des médias finlandais et estoniens, ces entretiens avec la diaspora estonienne ont « dans un sens contribué à “importer” leur vision et leurs perceptions des choses en Estonie »<sup>46</sup>.

En outre, afin de justifier sa politique anti-migrants, EKRE a souvent tendance à reprendre/adopter dans ses propres réseaux et médias (dont « Uued Uudised » ou « Objektiiv » que nous avons mentionnés) des images et des nouvelles véhiculées en Finlande et en Suède à propos des réfugiés<sup>47</sup>. Cela montre que le cas de la Suède et, ces dernières années, celui de la Finlande, sont souvent utilisés par les acteurs ultra-conservateurs estoniens comme un « contre modèle » en matière d'intégration de réfugiés :

[...] Les pays voisins de la Suède, à savoir la Finlande, le Danemark et la Norvège ont tous mis en place une politique plus conservatrice en matière de migration. L'année dernière [2015], la Suède a réprimandé ses voisins en disant qu'ils n'étaient pas assez humanistes et n'avaient pas envie d'aider les réfugiés. Or, les pays voisins [de la Suède] se sont finalement avérés beaucoup plus prévoyants en tenant compte des risques qui pourraient conduire à un conflit à l'intérieur de la société. Il n'y a pas plus de deux ou trois jours que cela s'est terminé avec des coups de feu à Malmö. Ces cas sont quotidiens en Suède. On n'entend pas que ce genre de faits qui se déroulent tous les jours à Copenhague, voire en Finlande [...] <sup>48</sup>.

---

<sup>46</sup> Discussion via Skype avec Hannele Valkeeniemi, journaliste finlandaise et conseillère de presse à l'Ambassade de Finlande en Estonie le 22 janvier 2019.

<sup>47</sup> L'analyse des titres et contenus des nouvelles parues sur les portails internet et médias *Objektiiv*, *Uued Uudised*, *Torkaja* et de la page Facebook de la branche EKRE de Finlande permet de constater le nombre important de nouvelles liées à la criminalité en Finlande et Suède, à la politique perçue « trop accueillante » envers les migrants et les minorités sexuelles, mais aussi à la justification des partis Démocrates de Suède et Vrais Finlandais comme « sauveurs » de cette situation.

<sup>48</sup> Extrait de la prise de parole de Jaak Madison, député parlementaire de EKRE le 27 septembre 2016 devant le Parlement estonien [Riigikogu]. Enregistrement de la première lecture du projet de loi (261 OE) proposé par EKRE « Organisation du *referendum* au sujet du projet de l'Union européenne concernant la répartition des immigrants » [Rahvahääletuse korraldamine Euroopa Liidu immigrantide ümberjaotamise kava osas].

### 3.3.3 Les cas suédois et finlandais comme *role model* pour consolider les positions de EKRE

La politique de la Suède qualifiée par EKRE de « trop libérale » envers les migrants, la présentation de la Suède et de la Finlande comme étant « sous la menace » des réfugiés, et la légitimation de la politique des Démocrates de Suède et Vrais finlandais pour s'y opposer, servent sans aucun doute à EKRE d'outil pour ses propres politiques. À l'inverse, le modèle hongrois, celui de certains pays d'Europe centrale mais aussi du Danemark sont présentés par EKRE comme un « bon » exemple. Ainsi, en 2016, selon Martin Helme, alors député parlementaire de EKRE « non seulement les pays est-européens comme la Hongrie, la Pologne, la République Tchèque mais également le Danemark ont clairement dit que l'Union européenne n'avait pas le droit de répartir les migrants »<sup>49</sup>.

Ces visions de la situation des migrants chez les voisins du Nord mais aussi du Sud (la Pologne, République Tchèque, la Hongrie) ont sans doute permis à EKRE de consolider ses propres positions en matière de politique anti-européenne et anti-réfugiés dans le paysage politique estonien. En outre, la consolidation progressive de formations politiques d'extrême droite en Suède et Finlande semble avoir donné à EKRE un exemple positif permettant de légitimer l'existence de son propre parti en Estonie. Il y a d'ailleurs eu une volonté de la part de la branche finlandaise de EKRE d'opérer un rapprochement avec les Vrais Finlandais. Or, ces derniers auraient été réticents à l'idée d'une coopération avec EKRE à la fois parce que le parti estonien a une attitude publique trop radicale, mais aussi car les Vrais Finlandais ont fait campagne contre les travailleurs estoniens en Finlande (Jakobson et al. 2020, 29). Tout cela n'a cependant pas empêché, d'après les sources de Jakobson, Saarts et Kalev, l'organisation conjointe d'une soirée électorale à l'occasion des élections législatives estoniennes (2019) ou la commémoration des soldats finlandais ayant combattu pour l'indépendance estonienne (1918). Ce dernier évènement a réuni la branche finlandaise de EKRE avec une sous-organisation des Vrais Finlandais (*Academic True Finns, HUPSA*) (Jakobson et al. 2020, 29).

Il y a donc une réelle volonté, du moins de la part des acteurs liés à ce parti, de se rapprocher d'autres formations similaires dans les pays nordiques pour gagner davantage de force et de visibilité. Dans leur stratégie de communication, EKRE et ses acteurs, se servent de l'exemple suédois ou finlandais comme « contre-modèle » dans le domaine de l'accueil des réfugiés ou encore, dans un autre

---

<sup>49</sup> Extrait de la prise de parole de Martin Helme, député parlementaire de EKRE devant le Parlement estonien, le 27 septembre 2016. *Ibid.*

registre, pour présenter leurs positions à l'égard des homosexuels et des femmes<sup>50</sup>.

#### 4. Conclusion

De nombreux cercles et réseaux d'extrême droite réunissant des acteurs publics ou privés de différents pays de la Baltique sont présents dans la région, même s'il est difficile d'en évaluer le poids réel. Le cas de l'action transnationale et informelle du parti estonien populiste d'extrême droite, EKRE, permet de montrer la complexité de la coopération entre mouvements populistes d'extrême droite qui, malgré des points communs, ont des tactiques souvent différentes et sont généralement assez réticents à afficher leur collaboration officiellement. Cette dernière se passe souvent au travers de certains acteurs isolés ou de sous-organisations. On observe par ailleurs que certaines formations de ce type semblent servir d'exemple ou de moteur pour d'autres. Par exemple, la popularité des Vrais Finlandais et des Démocrates de Suède a sans doute permis au parti estonien EKRE de légitimer son existence en Estonie.

La progression du discours de type populiste mais aussi ultra-nationaliste, voire raciste, contribue à faire basculer certains clivages politiques traditionnels. Dans le cas de la Lettonie et de l'Estonie, on l'a vu, la dichotomie entre pro-nationalistes *versus* pro-russes marque le pas face à l'opposition entre rhétoriques libérales et progressistes *versus* conservatrices. Dans son discours, l'extrême droite estonienne ne joue pas la carte de l'opposition entre les deux communautés nationales, mais cherche à attirer des électeurs tant chez les Estoniens que chez les russophones d'Estonie. EKRE a d'ailleurs formé en 2019, nous l'avons vu, une alliance avec le parti estonien du centre qui représente traditionnellement la voix de la population russophone de ce pays. Outre son discours xénophobe et sa politique anti-(nouvelle)migration, l'objectif de EKRE consiste plutôt à remettre en cause les droits des femmes et des minorités sexuelles en Estonie. La proposition de réécrire la Constitution pour redéfinir le mariage dans un sens plus traditionnel ou celle qui vise à limiter le droit à l'avortement reflètent cette tendance.

La participation de EKRE à la sphère politique depuis 2019 pose ainsi un véritable défi aux progrès sociaux en Estonie, la première ex-République soviétique à reconnaître l'Union civile pour les couples homosexuels en 2014. Sur ce plan, EKRE se rapproche moins des partis d'extrême droite des pays nordiques que de

---

<sup>50</sup> En janvier 2020, deux dirigeants de EKRE se sont moqués de la nouvelle première ministre finlandaise, Sanna Marin, en insistant sur le fait qu'elle avait été vendeuse avant de devenir Premier ministre. En octobre 2020 lors d'une interview accordée à Deutsche Welle, Mart Helme a tenu des propos homophobes en proposant aux homosexuels de partir en Suède...

ceux des pays d'Europe centrale. Tout en structurant sa politique en lien avec les réseaux et exemples nordiques, EKRE, mais aussi l'Alliance nationale en Lettonie de même que leurs sous-organisations, ne semblent pas vouloir s'enfermer dans une logique de coopération et de réseaux exclusivement nordique-baltique. Qui plus est, ces mouvements aspirent à participer à des alliances transnationales avec d'autres réseaux d'extrême droite européens si cela leur permet de promouvoir une vision alternative de l'Europe – une « autre Europe », plus conservatrice et nationaliste –, et/ou de défier l'influence de la Russie (comme nous l'avons vu dans le cas du groupe « Identité et démocratie » au Parlement européen ou avec les acteurs de Centre-Est européens avec Intermarium), et/ou de défier l'influence de la Russie (le cas d'Intermarium).

*Je tiens à remercier toutes les personnes avec qui j'ai pu échanger et qui ont accepté d'apporter des éclairages sur les questions liées au populisme d'extrême droite dans l'espace baltique, ses réseaux et mouvements ainsi que la circulation d'information dans les médias : en France notamment, Cyril Coulet, Antoine Jacob, Jacques Rupnik, Amélie Zima sans parler des chercheurs, journalistes et experts basés à Tallinn, Tartu, Riga, Helsinki, Turku, Stockholm, Umeå. Cette étude, encore largement incomplète, constitue une première ébauche en français visant à retracer les circulations transnationales d'idées, de réseaux et de mouvements d'extrême droite dans l'espace nordique et baltique. Cette étude nous permet d'appréhender autrement le processus de régionalisation ainsi que les interactions dans cette région.*

Cet article s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche en cours (« Projet Blanc Jeunes Chercheurs » de l'Inalco). Il prolonge les travaux précédents sur la circulation d'idées, de pratiques et d'acteurs de l'espace baltique, analysé en tant qu'espace historique, géographique et politique (Kesa 2015). Nous modifions ici notre objet de recherche en plaçant l'accent sur la diffusion, l'adoption et la circulation transnationale des idées et pratiques de mouvements populistes d'extrême-droite.

## Références bibliographiques

- Auers, Daunis, and Andres Kasekamp. 2009. "Explaining the Electoral Failure of Extreme-Right Parties in Estonia and Latvia". *Journal of Contemporary European Studies* 17 (2) : 241–254.
- Badie, Bertrand, et Dominique Vidal (dir.). 2019. *Le retour des populismes*. Paris : L'État du monde, La Découverte.
- Braghiroli, Stefano, and Vassilis Petsinis. 2019. "Between party-systems and identity-politics: The populist and radical right in Estonia and Latvia". *European Politics and Society* 20 (4): 431–449.
- Bickerton, Christopher. 2020. « Le peuple et les experts ». *Esprit : comprendre le monde qui vient* 463 : 61–62.
- Bronnikova, Olga, et Katerina Kesa. 2019. « Perceptions et représentations de la Russie au sein du "monde russe" : Enquêtes dans les pays baltes et en France ». In *La Russie dans le monde*, éd. Anne de Tinguy, 249–278. Paris : CNRS éditions.
- Commission européenne. Printemps 2019. [Eurobaromètre Standard 91. « L'Opinion publique dans l'Union européenne »](#).
- Coulet, Cyril. 2013. « La rhétorique de la blancheur dans les pays nordiques ». In *De quelle couleur sont les blancs ?*, éd. Sylvie Laurent et al., 240–243. Paris : La Découverte.
- Coulet, Cyril. 2018. « Taxinomie et effets de réseau parmi les droites extrêmes et populistes en Scandinavie ». Communication présentée à l'INALCO dans le cadre du séminaire du projet Espaces baltiques, le 18/11/2018 (Centre de Recherches Europes-Eurasie).
- Ekman, Mattias. 2018. "Anti-refugee Mobilization in Social Media: The Case of Soldiers of Odin". *Social Media + Society*: 1–11.
- Err.ee. 2018. "[Helme: With enough defence capability, Estonia can ignore allies advice](#)".
- Err.News. 2020. "[Helme: Government is preparing a plan B in case NATO fails](#)".
- Foreigner.fi. 2019. "[Police investigates the xenophobic video that announces a 'hunt' of rapists](#)".
- François, Stéphane. 28 novembre 2018. « [Le populisme, un terme trompeur](#) ». *The Conversation*.
- François, Stéphane. 2019. « Les réseaux religieux de l'extrême droite. Un état des lieux ». *Revue d'éthique et de théologie morale* 303 : 89–107.
- Ganesh, Bharath, and Caterina Froio. 2019. "The transnationalisation of far-right discourse on Twitter. Issues and actors that cross borders in Western European democracies". *European Societies* 21(4): 513–539.
- Gomez-Reino, Margarita. 2018. *Nationalisms in the European arena: Trajectories of transnational party coordination*. Cham: Springer International Publishing AG.
- Hatakka, Niko. 2016. "When logics of party politics and online activism collide: The populist Finns Party's identity under negotiation". *New Media and Society* 19(12): 1–16.
- Jakobson, Mari-Liis, Leif Kalev, and Saarts Tõnis. 2020. "Radical Right across borders. The Case of EKRE's Finnish branch". In *Political parties abroad: A New Arena For Party Politics*, ed. Tudi Kernalegenn and Emilie van Haute, 21–38. London: Routledge.

- Johansson, Karl M. 2014. "The Emergence of Conservative Parties in the Baltic States: New Parties, Party Entrepreneurs and Transnational Influence". In *Models of Democracy in Nordic and Baltic Europe: Political Institutions and Discourse*, ed. Nicholas Aylott, 77–115. London: Routledge.
- Jungar, Ann-Cathrine. 2017. "Continuity and Convergence: Populism in Scandinavia". In *The Routledge Handbook of Scandinavian Politics*, ed. Peter Nedergaard and Anders Wivel, 155–157. London: Routledge International Handbooks.
- Kantar TNS Emor. 2020. "[Erakondade reitingud 2020–2010](#)".
- Kasekamp, Andres. 2015. "Fascism by Popular Initiative: The Rise and Fall of the Vaps Movement in Estonia". *Fascism. Journal of Comparative Fascist Studies* 4(2): 155–168.
- Kasekamp, Andres, Mari-Liis Madisson, and Louis Wierenga. 2018. "Discursive Opportunities for the Estonian Populist Radical Right in a Digital Society". *Problems of Post-Communism* 66(1): 47–58.
- Kesa, Katerina. 2015. « Pays récepteurs d'assistance étrangère et pays donateurs : la place et le rôle des États baltes entre pays nordiques et États postsoviétiques au prisme de l'action de parrainage (1985–2013) ». Thèse de doctorat. Université Sorbonne Paris Cité.
- Kesa, Katerina. 2018. « Région de la mer Baltique, une "Méditerranée du Nord" ? ». *Langues O' Magazine. Le monde vu par l'Inalco* 3 : 34–36.
- Kott, Matthew. 2016. "[The far right in Latvia: Should we be worried?](#)".
- Laruelle, Marlène, and Ellen Rivera. 2019. "[Imagined Geographies of Central and Eastern Europe: The Concept of Intermarium](#)". *IERES Occasional Papers: Institute for European, Russian and Eurasian Studies*. The George Washington University.
- Lemieux, Vincent. 1999. *Les réseaux d'acteurs sociaux*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Mudde, Cas. 2007. *Introduction to the populist radical right*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mudde, Cas. 2013. "The 2012 Stein Rokkan Lecture. Three decades of populist radical right parties in Western Europe: So what?". *European Journal of Political Research* 52(1): 1–19.
- News now Finland. 2018. "[Sweden's Right Wing: More Finland, Less NATO](#)".
- Objectif. [Site Internet de Objektiiv](#).
- Parlement estonien. 27 septembre 2016. Enregistrement du débat « Organisation du référendum à propos du plan de l'Union européenne concernant la répartition des immigrés » [[Rahvahääletuse korraldamine Euroopa Liidu immigrantide ümberjaotamise kava osas](#)].
- Parlement européen. 2018. « [Une Europe ouverte](#) ».
- Pilkington, Hilary, Elena Omelchenko, and Albina Garifzianova. 2010. *Russia's skinheads: Exploring and rethinking subcultural lives*. London: Routledge.
- Programme politique de EKRE. « Programme conservateur » [[Konservatiivne programm](#)].
- Radvanyi, Jean (dir.). 2011 (3<sup>e</sup> édition). *Les États postsoviétiques : Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*. Paris : Armand Colin.

- Silvennoinen, Oula, Marko Tikka, ja Aapo Roselius. 2016. *Musta koidiku kuulutajad. Soome fašistide lugu* [Les annonceurs de l'aube noire. L'histoire des Fascistes finlandais]. Argokirjastus. Traduction du finnois vers l'estonien *Suomalaiset fašistid. Mustan sarastuksen airuet*. Helsinki : Werner Söderström Osakeyhtiö (WSOY).
- Stöcker, Lars Fredrik. 2017. *Bridging the Baltic Sea: Networks of resistance and opposition during the Cold War era*. Lanham: Lexington Books.
- Torkaja. [Site Internet](#).
- Trumm, Siim. 2018. "The 'new' wave of populist right-wing parties in Central and Eastern Europe: Explaining electoral support for the Conservative People's Party of Estonia". *Representation* 54 (4): 331–347.
- Uued Uudised. [Site Internet de Uued Uudised](#) [Nouvelles informations].
- Vasilopoulou, Sofia. 2009. "Varieties of Euroscepticism: The Case of the European Extreme Right". *Journal of Contemporary European Research* 5: 3–23.
- Widfeldt, Anders. 2018. "The Growth of the Radical Right in Nordic Countries: Observations from the Past 20 Years". *Migration Policy Institute*: 1–13.
- Wierenga, Louis. 2017. "[Russians, Refugees and Europeans: What shapes the ideology of the Conservative People's Party of Estonia?](#)". *Working Paper No. 6/2017*. Tartu: Tartu University Press.